La dimension transformatrice des ODD se fait attendre

A mi-parcours, les entreprises n'en font toujours qu'un objet de communication

---

Baromètre annuel ODD & Entreprises

2022

BL évolution

www.bl-evolution.com / rse@bl-evolution.com

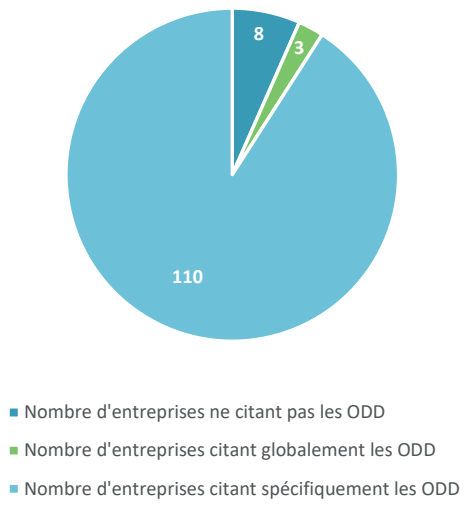
1) Quelle est la contribution du SBF 120 aux ODD cette année ?

Un nombre croissant d'entreprises s'engagent pour les ODD

En 2021, 92% des entreprises du SBF 120 citent des ODD dans leur rapport 2022, soit 7% de plus que l'an dernier*. Le nombre d'entreprises mentionnant les ODD de façon générale reste stable par rapport à 2020. Néanmoins, le nombre de celles ne citant pas les entreprises a nettement reculé : seules 10 entreprises ne font pas mention des objectifs de développement durable en 2021, tandis qu'elles étaient 23 en 2020.

89% des entreprises identifient un ou plusieurs ODD, une proportion en progression depuis 2020. De même pour la mobilisation des entreprises. 34% d'entre elles se mobilisaient dans des projets, partenariats etc. en faveur des ODD en 2020. En 2021 c'est 45% d'entre elles qui se mobilisent. Le constat est similaire pour l'innovation. Si seules 19% des entreprises ont développé des offres au profit des ODD en 2021, cette proportion a presque quadruplé par rapport à 2020, où seulement 5% des entreprises innovaient pour les ODD.

Contribution 2022 sur l'exercice 2021

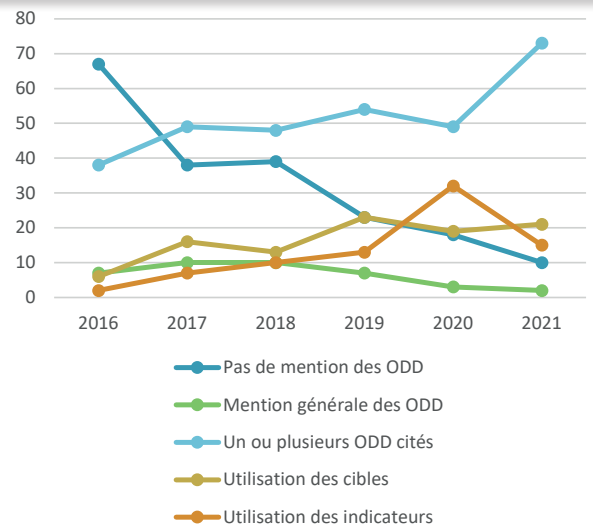


Une progression constante depuis 2015

La progression en termes d'appropriation des objectifs de développement durable ODD s'inscrit dans un mouvement continu, depuis 2016. En effet, si elles étaient minoritaires jusqu'en 2017, les entreprises s'appropriant les ODD sont désormais largement majoritaires, avec une **progression de 109% du nombre d'entreprises utilisant les ODD dans leur Déclaration de performance extra-financière** (DPEF) sur la période 2015-2021. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à identifier les ODD qui leur sont propres. Elles étaient 47 à citer explicitement un ou plusieurs ODD en 2015, contre 108 en 2021, soit une progression de 130%.

En matière d'engagement, la part d'entreprises se mobilisant dans des projets, partenariats ou actions de mécénat en faveur des ODD a augmenté, passant de 9% en 2016 à 29% en 2021. A l'inverse, la part des entreprises innovant à partir des ODD, par rapport à l'ensemble des entreprises mentionnant les ODD, a nettement reculé : alors qu'elles représentaient 72% des entreprises engagées en 2016, en 2021 elles ne représentent plus que 21% d'entre elles.

Évolution de l'appropriation du SBF 120 depuis 2016



* Nous avons étudié ici les rapports publiés en 2022 concernant le reporting de l'année 2021 des entreprises du SBF120.

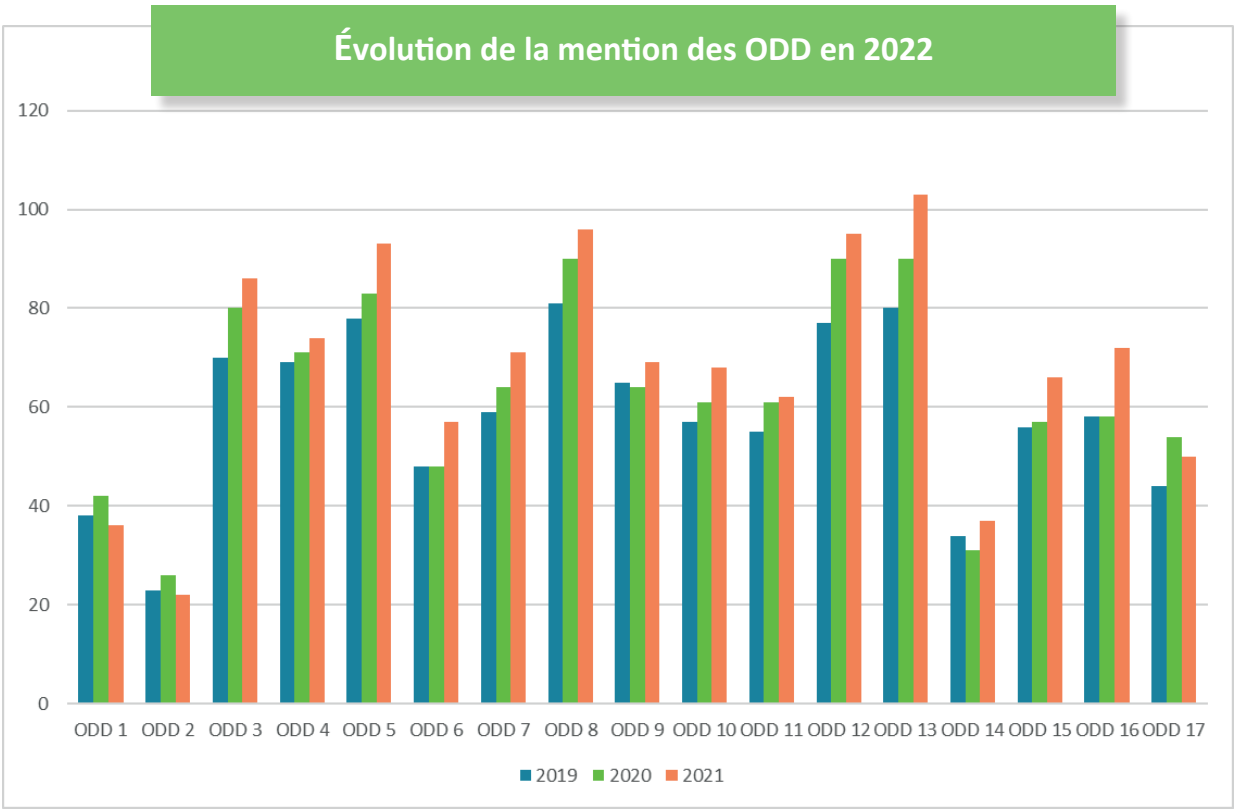
Une utilisation des ODD mentionnés constante

Comme chaque année, 5 ODD sont majoritairement utilisés par les entreprises dans leur rapport : ODD 3 (Bonne santé et bien-être), ODD 5 (Egalité entre les sexes), ODD 8 (Travail décent et croissance économique), ODD 12 (Consommation et production responsables) et ODD 13 (Mesures contre les changements climatiques). Comme toujours, ce sont les ODD les plus explicites et en lien avec les enjeux d'entreprises.

On constate néanmoins une forte progression de certains ODD : l'ODD 5, l'ODD 6 (Eau propre), l'ODD 10 (Inégalités réduites), l'ODD 13, l'ODD 15 (Vie terrestre) et l'ODD 16 (Paix justices et institutions efficaces). La progression de ce dernier peut s'expliquer par l'instabilité politique que connaît l'Europe depuis le début d'année 2022. En effet, plusieurs entreprises mentionnent la fragilisation de leurs chaînes d'approvisionnement, depuis le début du conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine.

Pour l'ODD 15 (Vie terrestre), la hausse de son utilisation peut s'expliquer de diverses façon. D'abord, il s'agit d'un enjeu plus au cœur de l'actualité ces dernières années, et depuis la crise du COVID-19. De nombreux acteurs s'engagent publiquement, la réglementation évolue (Loi Climat et Résilience) et les événements, longtemps décalés au regard du contexte sanitaire, s'organisent progressivement (UICN à Marseille en sept. 2021 ; COP 15 à venir). Ce regain est étrange quand on sait que 5 cibles composant l'ODD 15 devaient être atteintes avant 2020, et ne l'ont pas été.

Enfin, la progression de l'ODD 13, portant sur les mesures contre le changement climatique, le hisse à la première place des ODD les plus cités. En 2021, seules 17 entreprises ne l'ont pas mentionné dans leur DEU. Cette progression vient confirmer l'utilisation que les entreprises font des ODD.



Pratiques d'entreprises impliquées pour les ODD :

Certaines entreprises se distinguent par leur engagement et leurs appropriations des ODD.

1. Veolia : les ODD comme raison d'être

Dès leur publication, Véolia s'est approprié les 17 ODD. Puis, dans le cadre de l'adoption de la Loi Pacte, Veolia s'est appuyé sur les ODD pour définir sa raison d'être, ses objectifs et projets. Cet exemple reste donc l'un des plus aboutis dans l'utilisation des ODD.

« La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les ODD définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de "Ressourcer le monde", en exerçant son métier de services à l'environnement. »

(Source DEU 2021)

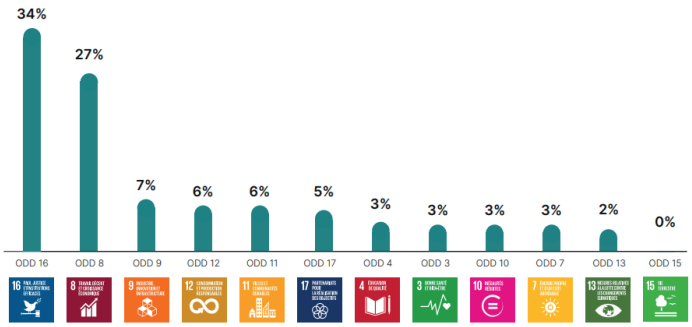
Par ailleurs, Veolia se démarque par le lien que l'entreprise fait entre les ODD et ses projets de partenariats et mécénat. Elle fait également partie des 5% d'entreprises qui participent à la diffusion et la sensibilisation des ODD en 2021, par la création d'un MOOC (Massive Open Online Course) dédié aux ODD, porté par la Fondation Veolia et par l'Université virtuelle environnement et développement (Uved).

2. Worldline : les ODD structurent l'offre

L'entreprise de services de paiements et transactions Worldline se distingue non seulement par son engagement, mais également par son appropriation des ODD. En effet, elle se mobilise pour les ODD via des actions de partenariats, projets, mécénats et par son offre. De plus, elle mesure sa contribution aux ODD via plusieurs indicateurs et affiche la contribution financière de ses offres aux ODD.

Worldline a réalisé une analyse exhaustive de durabilité détaillée pour toutes ses offres. L'objectif est d'identifier et de mesurer les différents bénéfices sur les plans économique, social, éthique et environnemental selon quatre catégories (économie et social, bien-être et gouvernance, confiance, conformité et environnement) et plusieurs sous critères afin de les rapporter aux ODD. Ainsi Worldline a déterminé l'impact positif de ses offres, en lien avec les ODD. Worldline est ainsi capable de calculer sa contribution financière aux ODD.

Contribution aux différents ODD à travers les offres
(en pourcentage du revenu provenant des offres durables en 2021)



En 2021, Worldline a réalisé un chiffre d'affaires durable de 2109 millions d'euros, répartis comme suit selon les ODD pour lesquels la contribution de l'entreprise est la plus importante au regard de son activité.

2) Les ODD, un outil de reporting pour les entreprises

Pratiques de reporting à partir des ODD :

Les ODD ne font généralement pas l'objet d'analyse spécifique et ne sont pas pilotés à l'aide d'indicateurs dédiés pour la plupart des entreprises du SBF 120. Néanmoins, de nombreuses entreprises les mentionnent dans le cadre de leur reporting RSE. Ils sont alors utilisés comme des références, délimitant le champ de la performance RSE/ESG. Aujourd'hui les ODD représentent un outil servant à valoriser les actions engagées, et permettant aux entreprises d'effectuer un bilan de leur stratégie RSE.

Mise en parallèle ODD-stratégie RSE

42% des entreprises qui communiquent sur les ODD mettent en parallèle les axes de leur stratégie RSE avec leurs objectifs de développement durable. Il ne s'agit pas de définir ou de revoir la stratégie RSE à partir des ODD, mais plutôt d'estimer la contribution de la stratégie RSE aux ODD, et de « cocher » les ODD concernés.

Europcar Mobility Group

Europcar Mobility Group met son programme RSE en parallèle de ses ODD. C'est un moyen d'évaluer l'impact et la portée des leviers d'actions

Programme *Commit Together*	4	5	6	8	10	11	13	17
Rendre la mobilité accessible								
Proposer une large palette de solutions de mobilité, alternatives à la possession d'un véhicule individuel					■	■	■	
Veiller à l'accessibilité de nos offres quels que soient le besoin ou le budget de nos clients					■	■	■	
Être un employeur responsable								
Déployer une gestion des Ressources Humaines dynamique		■		■				
Développer une politique sociale favorisant le dialogue		■		■				
Faire de la diversité un levier de performance du Groupe		■						
Attirer les talents, les développer et accompagner la carrière des collaborateurs	■			■				
Agir pour l'environnement								
Mesurer l'empreinte carbone du Groupe			■			■	■	■
Déployer un plan de réduction carbone pour s'aligner sur la trajectoire carbone du Groupe			■		■	■	■	■
Partager notre éthique professionnelle								
Proposer un service aux meilleurs standards de sécurité					■			■
Viser un haut niveau de satisfaction client								
Sourcer de manière responsable							■	
Exercer un devoir de vigilance				■				
Lutter contre la corruption				■				
Piloter notre éthique professionnelle				■				

Source : Document d'enregistrement universel 2021

Analyses de risques

Plusieurs entreprises utilisent les ODD dans le cadre de leur analyse de risques extra-financiers. Les ODD, associés aux risques servent donc à qualifier les différents risques et opportunités des entreprises.

ENGIE

L'entreprise ENGIE définit ses risques RSE à partir de la liste de ses enjeux RSE, eux-mêmes définis à partir des matrices de matérialités passées de l'entreprise. Pour chaque risque et opportunité, Engie indique les principaux ODD pouvant être impactés.

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Enjeu 2 : Digital
Enjeu 4 : Sécurité et résilience des installations
Enjeu 8 : Économie circulaire
Enjeu 9 : Préservation de la biodiversité, de l'eau et de l'environnement
Enjeu 10 : Transformation bas carbone
Enjeu 11 : Production renouvelable électrique
Enjeu 12 : Gaz verts
Enjeu 13 : Infrastructures énergétiques centralisées et décentralisées
Enjeu 20 : Efficacité & sobriété énergétique

	Risques RSE associés	Opportunités associées	ODD associés
A	*Sécurité industrielle* : il correspond au risque d'atteinte à l'intégrité des personnes ou des biens du fait des activités opérationnelles du Groupe.	Ventes de services : digitalisation, robotisation, sécurisation et surveillance de sites sensibles, aide à l'adaptation au changement climatique d'installations clients, aide à la décarbonation de portefeuilles clients	9, 13
B	*Sûreté nucléaire* : il correspond aux risques spécifiques en cas d'accidents pouvant conduire à des rejets radioactifs issus des centrales nucléaires du Groupe.		
C	*Cyber-attaque des systèmes industriels* : il correspond à l'attaque des systèmes de commande industriels.		
D	*Atteinte aux patrimoines matériels et immatériels par malveillance* : il correspond aux actes de malveillance touchant les sites et installations industriels ou tertiaires du Groupe, constitutifs de son patrimoine matériel, mais aussi ceux touchant l'information, constitutive du patrimoine immatériel du Groupe, qu'elle soit sur support informatique, physique ou même véhiculée verbalement.		
E	*Contribution au changement climatique*	Ventes de services : réduction de l'empreinte carbone de sites industriels, plans de gestion de l'environnement Programme de restauration de la faune et la flore Mobilisation des parties prenantes: clients, salariés, territoires, ONG	3, 13, 6, 14, 15
F	*Impact du changement climatique*		
G	*Biodiversité*		
H	*Stress hydrique*		
I	*Gestion des déchets*		
J	*Pollution atmosphérique*		
K	*Pollution du milieu environnant*		

RISQUES SOCIÉTAUX

Enjeu 3 : Croissance durable
Enjeu 15 : Dialogue avec les clients
Enjeu 17 : Impact et développement des communautés et des parties prenantes
Enjeu 18 : Finance durable
Enjeu 19 : Chaîne d'approvisionnement durable

	Risques RSE associés	Opportunités associées	ODD associés
L	*Acceptation sociale* : les activités du Groupe impliquent la détention de divers permis et autorisations dont l'obtention ou le renouvellement auprès des autorités réglementaires compétentes peut impliquer des procédures longues et coûteuses. Le Groupe peut être confronté à l'opposition de la population locale ou d'associations lors de l'installation ou de l'exploitation de certains équipements.	Co-construction des offres avec les parties prenantes Pérennisation des activités industrielles Développement de l'offre d'accès à l'énergie dans les territoires non desservis Traitement de la précarité énergétique par des offres adaptées Rôle sociétal du Groupe bénéfique à sa réputation interne et externe	3, 11, 7, 12, 8, 13
M	*Gestion de grands projets* : avec notamment la prise en compte du dialogue avec les parties prenantes, le non-respect du coût, des délais de construction et de la performance opérationnelle des grands projets industriels.		
N	*Réputation* : incapacité de l'entreprise à instaurer et conserver la confiance des parties prenantes et à en obtenir les bénéfices qui y sont associés, incapacité à maintenir les valeurs et les normes sociales de l'entreprise y compris chez ses fournisseurs ou sous-traitants, incapacité de l'entreprise et du projet à bâtir et protéger son image de marque, incapacité des projets visant un meilleur accès à l'énergie à atteindre leurs cibles.		

Source : Document d'enregistrement universel 2021

Indicateurs de performance ESG

Certaines entreprises utilisent les ODD pour qualifier leurs indicateurs de performance ESG. Il ne s'agit alors pas d'assigner un indicateur à chaque objectif de développement durable afin de suivre leur avancée spécifique, mais plutôt d'apporter des précisions et de qualifier des enjeux RSE propres à l'entreprise.

Teleperformance
each interaction matters

Teleperformance mentionne les ODD dans la liste de ses indicateurs et objectifs ESG. Il s'agit d'associer un ou plusieurs ODD à chaque indicateurs. Ici, les objectifs de développement durable ne forment pas directement les enjeux, mais plutôt une composante du reporting, servant à informer et confirmer la pertinence des enjeux et des indicateurs de performance associés.

Un employeur préféré	2019	2020	2021	Objectif	ODD
Création d'emplois nets	24 533	52 168	**30 078**	Avoir entre 400 000 et 500 000 employés d'ici 2025	
Part d'employés travaillant dans une filiale reconnue comme un « meilleur employeur »*	70 %	87 %	**98 %**	Maintenir + de 90 %	
Taux de promotion interne (à partir du niveau superviseur)	69 %	68 %	**71 %**	Mobilité interne à tous les niveaux	
Employés formés à la politique santé & sécurité	75 %	76 %	**95 %**	+ de 90 %	
Part des femmes dans l'effectif total	49 %	52 %	**54 %**	Maintenir la parité	
Part des femmes dans le comité exécutif*	13 %	25 %	**25 %**	30 % d'ici 2023	
Un partenaire de confiance	**2019**	**2020**	**2021**	**Objectif**	**ODD**
Employés formés au code de conduite	84 %	86 %	**97 %**	+ de 90 %	
Déploiement de la ligne d'alerte éthique	98 %	100 %	**100 %**	100 %	
% des employés formés à la sécurité des données et cybersécurité	75 %	87 %	**97 %**	+ de 90 %	
Experts TAP[DIN] (technologie, analyse de données, excellence des processus)	600	700	**1 500**	+100 experts en 2021	
Chiffre d'affaires (€m)	5 355	5 732	**7 115**	+ 7 Md€ d'ici 2022, atteint avec un an d'avance 10 Md€ d'ici 2025	
Force of Good	**2019**	**2020**	**2021**	**Objectif**	**ODD**
Empreinte carbone de scope I et 2 par ETP[(1)] (tonnes CO_2e)	0,756	0,476	**0,425**	- 49 % entre 2019 et 2026	
Part d'énergie renouvelable dans la consommation totale du groupe*	11 % (estimé)	17 %	**21 %**	25 % d'ici 2023, 30 % d'ici 2026	
Empreinte carbone de scope 3 - achats et déplacements domicile - travail par ETP[(1)] (tonnes CO_2e)	1,311	0,774	**0,633**	- 38,3 % entre 2019 et 2026	
Dons collectés à travers *Citizen of the World* (M€)	4,9	5,1	**6,3**	+ de 5 M€ par an	

Source : Document d'enregistrement universel 2021

Les tableaux de correspondance

30% des entreprises qui mentionnent les ODD les renseignent dans un tableau de correspondance. Ces tableaux identifient, de manière plus ou moins précise, la contribution des activités de l'entreprise aux ODD.

KERING

Le groupe Kering a identifié les ODD correspondant à son activité et les fait apparaître dans un tableau de correspondance. Chaque réalisation de la stratégie RSE est présentée avec un ou plusieurs ODD correspondants. Ici, les ODD ne guident pas la stratégie RSE mais servent à renseigner les actions mises en place.

Care for the planet (Préserver la planète)	ODD	Résultats 2021	Performance [(1)]	Réalisations majeures depuis 2015
- 50 % émissions CO_2 et limites planétaires	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES; 14 VIE AQUATIQUE; 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS	**CDP Climate A-List** Notre intensité carbone atteint **23,1 tCO_2/M€** de marge brute **92 %** de notre **électricité est verte**		+ 68 pts d'électricité verte depuis 2015 Trajectoire **SBT 1,5°C** approuvée Définition de la Stratégie Biodiversité, lancement début 2021 du **Fonds régénératif pour la Nature** et annonce des 7 premiers bénéficiaires (840 000 hectares) Définition de la **Stratégie Climat** Lancement en 2019 du **Fashion Pact**
- 40 % EP&L	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT; 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES; 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES; 15 VIE TERRESTRE	Notre **intensité EP&L** atteint **30 €EP&L/ 1 000 €** de chiffre d'affaires		**- 41 %** depuis 2015 Extension en 2020 du périmètre de l'EP&L à la phase **« Usage et fin de vie » des produits** Partage des résultats en *open-source* depuis 2018
Mise en œuvre des *Kering Standards*	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT; 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES; 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES; 15 VIE TERRESTRE; 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	**71 %** de nos matières premières clés sont alignées avec nos *Kering Standards*		**+ 4 pts d'alignement** avec les *Kering Standards* depuis 2017 Publication des standards Kering de **bien-être animal en 2019** Déploiement d'un **portail collaboratif** *(Vendor Portal) dédié* à l'évaluation de la performance des fournisseurs
Design durable et tracabilité	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES; 15 VIE TERRESTRE	La traçabilité est atteinte pour **90 %** de nos matières premières clés [(2)]		**+ 4 pts** en traçabilité depuis 2017 **6 500+** employés formés via l'e-learning sur les standards Kering Nombre croissant de **produits et collections responsables**, intégrant la durabilité dès le design Lignes directrices « *Green Fashion Shows* »
Innovation Labs	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	**4 000+** matériaux durables dans le *Materials Innovation Lab*		Création du *Sustainable Innovation Lab* (SIL) dédié aux **Montres** et à la **Joaillerie** en 2020 **150+** projets implémentés dans nos produits depuis 2015 grâce au MIL et 13 projets collaboratifs lancés via le SIL **620+ fournisseurs** référencés dans la base de données du MIL
Compensation carbone	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES; 15 VIE TERRESTRE	**1 779 888 tCO_2 compensées** en 2021 au titre de 2020		**Compensation par Kering de 100 % de son empreinte carbone globale** (Scopes 1, 2 et 3 calculés via l'outil EP&L – hors usage et fin de vie des produits) en 2021 au titre de 2020 Plan « *Nature-Positive* » de Gucci, basé sur un portefeuille de solutions en faveur de la neutralité carbone complète et de l'agriculture régénérative

(1) Évaluation de la performance à date par rapport à l'objectif poursuivi pour 2025.
(2) Basé sur nos *Kering Standards*.

Source : Document d'enregistrement universel 2021

Exemple : Bureau Veritas

Identifier la contribution aux ODD via la stratégie RSE

Certaines entreprises se distinguent par le périmètre d'évaluation étudié avec les ODD. C'est le cas du groupe Bureau Veritas, qui utilise les ODD comme un outil de reporting complet. Les ODD sont à la fois utilisés pour déterminer les priorités de la stratégie RSE, ils sont mis en parallèle de cette stratégie, et font également l'objet d'un pilotage à l'aide de plusieurs indicateurs.

Le Groupe Bureau Veritas fait partie des 13,5% d'entreprises engagées du SBF 120 qui ont recours à des indicateurs propres aux ODD. Le Groupe a sélectionné 5 ODD clés : l'ODD 3 (Bonne santé), l'ODD 5 (Egalité entre les sexes), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 13 (Changement climatique) et l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). La stratégie RSE du Groupe s'articule autour de ces objectifs. En 2021, le Groupe a communiqué à nouveau sur ses objectifs à horizon 2025, mais n'a pas communiqué sur les résultats de ses indicateurs de l'année, comme il l'avait fait en 2020. On constate que l'objectif de 0,26 de taux d'accidents en 2025 n'a pas été relevé en 2021, bien qu'il ait été atteint en 2020.

Les ambitions à horizon 2025 des cinq indicateurs clés sont détaillées ci-dessous :

Indicateurs clés de performance	Ambition 2025
Taux total d'accidents (TAR)	0,26
Taux de féminisation des postes de direction (management senior/cadres dirigeantes du Comité exécutif à la Bande II)	35 %
Nombre d'heures de formation par employé (par an)	35,0
Émissions de CO_2 par employé (tonnes par an)	2,00
Part des collaborateurs formés au Code d'éthique	99 %

Source : Document d'enregistrement universel 2021

Par ailleurs, Bureau Veritas a conçu un index de durabilité pour mesurer la maturité du système de management RSE dans chacune de ses entités. Les résultats de cette évaluation sont présentés par ODD.

Index de durabilité 2021 du Groupe présenté par ODD *(valeur consolidée des 40 business units évaluées)* :

Source : Document d'enregistrement universel 2021

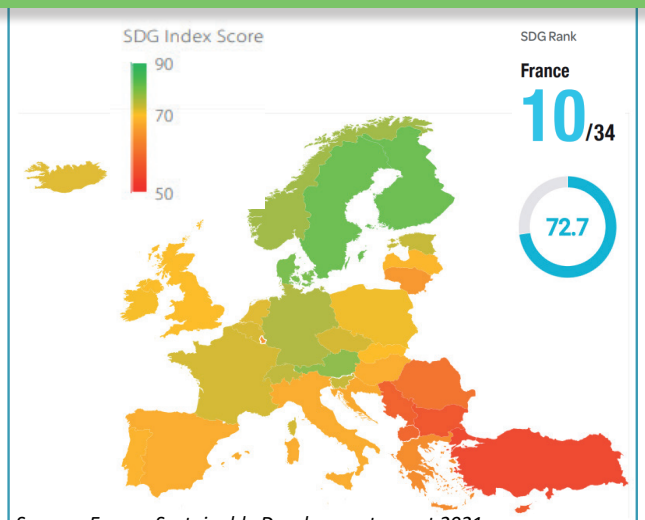
3) Les enjeux des ODD à l'échelle de la France

La France, par rapport à l'Europe

De manière générale, les Etats européens ont essuyé un retard dans la progression des ODD suite à la pandémie du Covid-19. La crise a mis en évidence plusieurs besoins, dont celui de coordination (ODD 17). Les pays sont confrontés à 3 grands défis : la mauvaise performance sur les enjeux environnementaux, les inégalités au sein du pays et les retombées internationales négatives, soit les impacts négatifs liés aux échanges commerciaux et financiers.

D'après le rapport du Sustainable Development Solutions Network, la France se positionne relativement bien par rapport au reste de l'Europe.

Scores et classements de l'indice SDG 2021 par pays et sous-régions



Source : Europe Sustainable Development report 2021

Cette analyse repose sur 107 indicateurs prédéterminés et analysés pour évaluer chaque pays.

En ce qui concerne la performance globale de la France, celle-ci n'a pas encore atteint d'objectifs de développement durable, bien qu'elle soit en bonne voie pour accomplir les ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 3 (Bonne santé et bien-être), ODD 9 (Innovations et infrastructures) et ODD 17 (Partenariats).

Elle connaît également une amélioration modérée sur les ODD 2 (Faim « zéro »), ODD 4 (Education de qualité), ODD 5 (Egalité entre les sexes), ODD 6 (Eau propre), ODD 7 (Energie propre et abordable), ODD 8 (Travail décent et croissance économique) ODD 11 (Villes et communautés durables), ODD 14 (Vie aquatique), ODD 15 (Vie terrestre), ODD 16 (Paix, justices et institutions efficaces). Enfin, la France ne progresse pas dans la réalisation des ODD 10 (Inégalités réduites), ODD 12 (Consommation et production responsable) et l'ODD 13 (Mesures relatives au changement climatique). Malgré les objectifs internationaux, et l'attente grandissante des populations vis-à-vis du réchauffement climatique, la France est relativement moins performante sur les objectifs liés à l'environnement. La stratégie de gestion et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles s'est déclinée en plusieurs politiques, telles que la Feuille de route sur l'économie circulaire (2019) ou encore la loi « Anti-gaspillage pour une économie circulaire » (AGEC) de 2020. Mais malgré des progrès en matière de réemploi de matériaux (ODD 12), la France est pénalisée par ses émissions de CO2 dues aux combustibles fossiles et à sa production de ciment (ODD 13). A cela s'ajoutent les émissions de gazs polluants (SO2, CO2…) incorporées dans les importations, et l'accélération de la disparition de la biodiversité. En effet, La France est le 6ème pays hébergeant le plus grand nombre d'espèces menacées, mais 17,6% des espèces évaluées par l' Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sont menacées d'extinction (ODD 15).

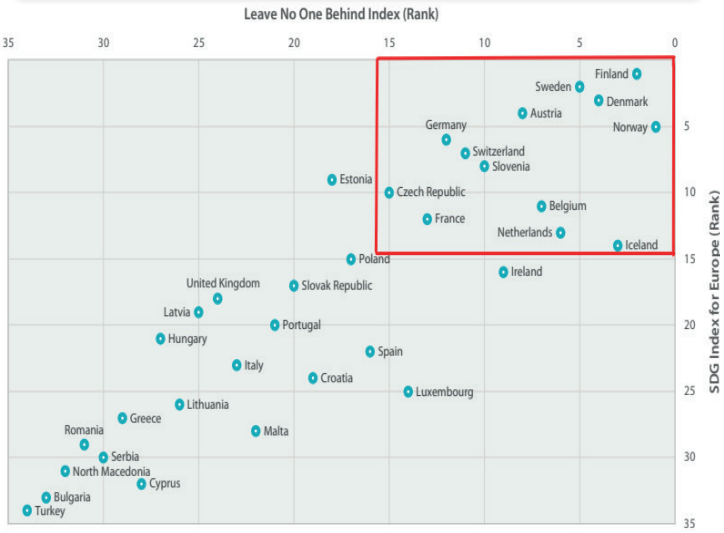
Tableau de bord de l'indice SDG 2021 de la France

Source : Europe Sustainable Development report 2021

Sur les enjeux sociaux, la France est relativement performante. Cela peut s'expliquer par son système de protection sociale (assurance chômage, politique de redistribution) et par l'accès universel aux soins ainsi qu'aux biens et services fondamentaux (eau, énergie, alimentation de qualité, éducation).

De plus, la France se distingue en matière de lutte contre les inégalités. Le principe de « Ne laisser personne pour compte » (« Leave no one behind ») est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de développement durable. Elle est évaluée par un indicateur le « leave no one behind » index (ou LNOB index) , qui mesure les inégalités entre les différents groupes de population dans chaque pays. La France appartient au groupe de pays le plus performant en matière de LNOB Index. On constate une corrélation positive entre la performance du LNOB Index et celle de l'index ODD. Ceci signifie que plus un pays intègre et agit en faveur des ODD, moins les inégalités au sein de ce pays sont présentes.

Corrélation de rang entre les indices «Leave no one behind» et les indices des ODD



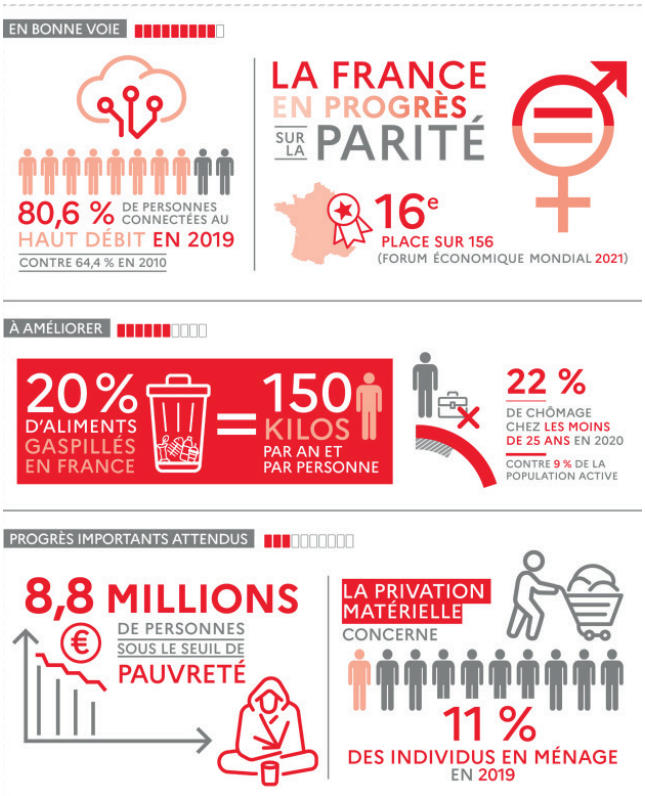
Source : Europe Sustainable Development report 2021

L'appropriation de la France

La situation de la France peut s'évaluer au regard de 6 enjeux de la feuille de route Agenda 2030. On évalue ici l'état de son engagement, à partir de L'Etat des lieux de la France 2020

Enjeu 1 : Agir pour une transition juste en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous

Cet enjeu recouvre les ODD 1, ODD 2, ODD 5, ODD 8, ODD 10. La France a engagé des progrès en matière de représentation des femmes dans les instances de décision, et a connu l'évolution la plus marquée en UE en matière de représentation des femmes. Néanmoins, la France conserve des marges de progression importantes sur d'autres sujets tels que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, les violences conjugales, l'accès à l'emploi ou l'accès à une alimentation saine pour les plus démunis. En effet, en France, 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, dont près de 3 millions dans une situation de privation matérielle grave.



Source : Agenda 2030

Dans ce contexte, la France a établi 3 priorités nationales :

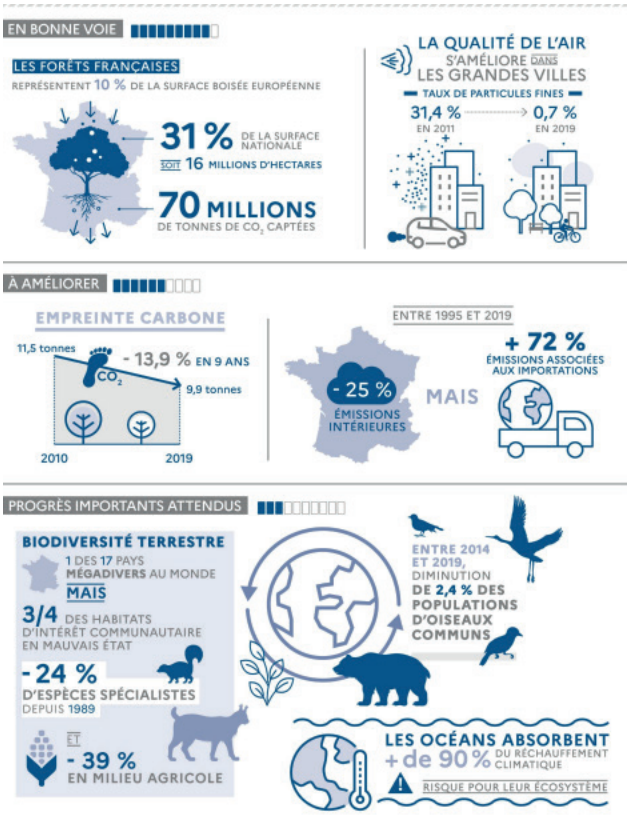
• Assurer une société inclusive pour tous : en assurant l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels à chacun

• Lutter contre toutes les discriminations : en faisant de la lutte contre les discriminations, notamment femmes/hommes, une priorité des sphères publiques et privées

• Répartir équitablement les richesses : en assurant une meilleure répartition des richesses, et systématiser la prise en compte des enjeux de pauvreté dans les politiques publiques, au service d'une transition juste

Enjeu 2 : Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat, de la planète et de la biodiversité

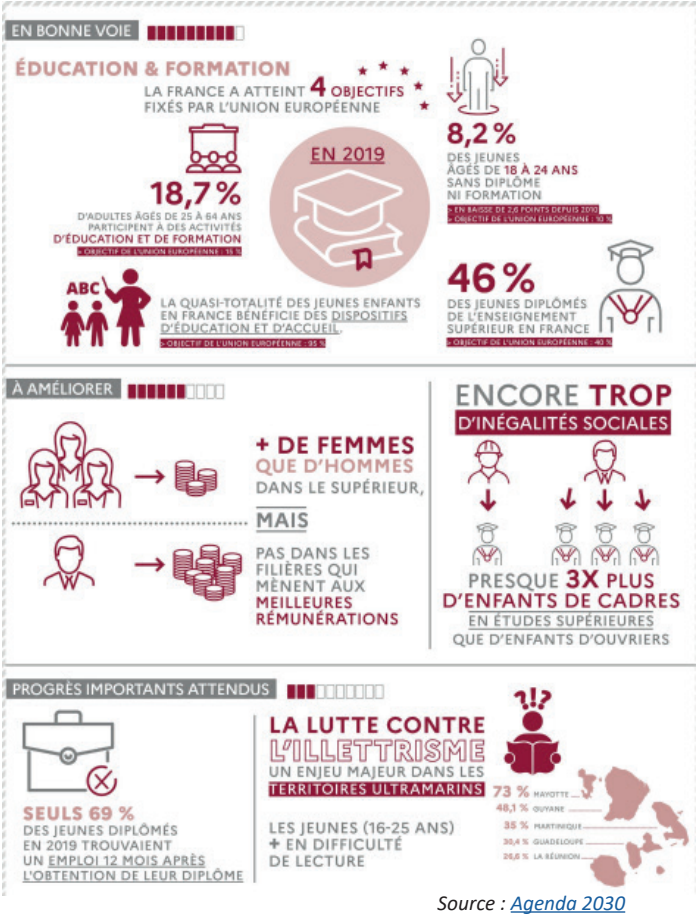
Cet enjeu recouvre les ODD propres à l'environnement (6, 7, 12, 13, 14, 15) ainsi que des ODD relatifs aux infrastructures et à l'économie (ODD 8, 9, 11). Il met l'accent sur le changement de modèles économiques vers des modèles sobres en ressources. La France est un des pays les moins émetteurs de gaz à effet de serre d'Europe et est classée 7e à l'échelle européenne sur ses efforts de diminution de gaz à effet de serre. Cependant, elle n'est pas encore alignée sur la bonne trajectoire pour atteindre l'objectif de baisse de 40 % à l'horizon de 2030 fixé par la stratégie nationale bas-carbone. En matière de transition écologique, les progrès de la France demeurent hétérogènes, avec des avancées sur l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'air mais également des points de vigilance qui perdurent sur les sujets de biodiversité ou d'artificialisation des sols.



Source : Agenda 2030

Enjeu 3 : S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable

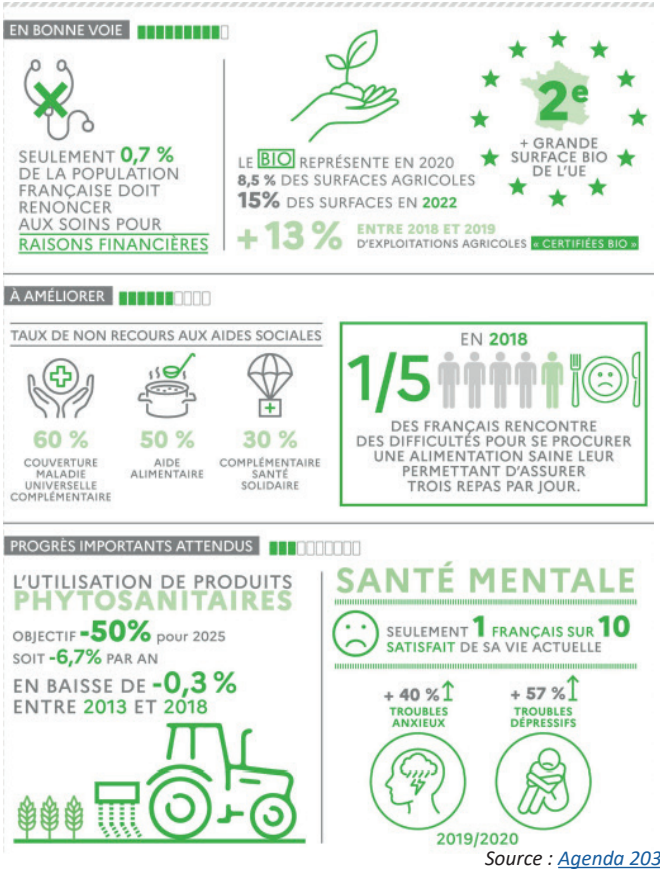
Il s'agit ici des ODD 1, ODD 4, ODD 5, ODD 9, ODD 10 et ODD 12. La France est relativement avancée au regard des cibles de la stratégie d'éducation de l'Union européenne : faible part de jeunes sans diplôme et sans formation, 49% de diplômes de l'enseignement supérieur (objectif 45%). La France a également fait des progrès à la fois dans l'accès à l'éducation (ODD 4) et dans la réduction des inégalités (ODD 10), en améliorant l'accès à la scolarisation des élèves en situation de handicap. Cependant la France accuse un retard sur deux cibles : celle concernant les compétences des jeunes de 15 ans (PISA) et celle concernant le taux d'emploi des jeunes diplômés. Néanmoins, la crise du COVID-19 a mis en évidence les difficultés structurelles du système d'éducation et de formation qui l'empêchent d'agir en tant qu'ascenseur social. Enfin l'éducation au développement durable doit être renforcée.



Source : Agenda 2030

Enjeu 4 : Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable

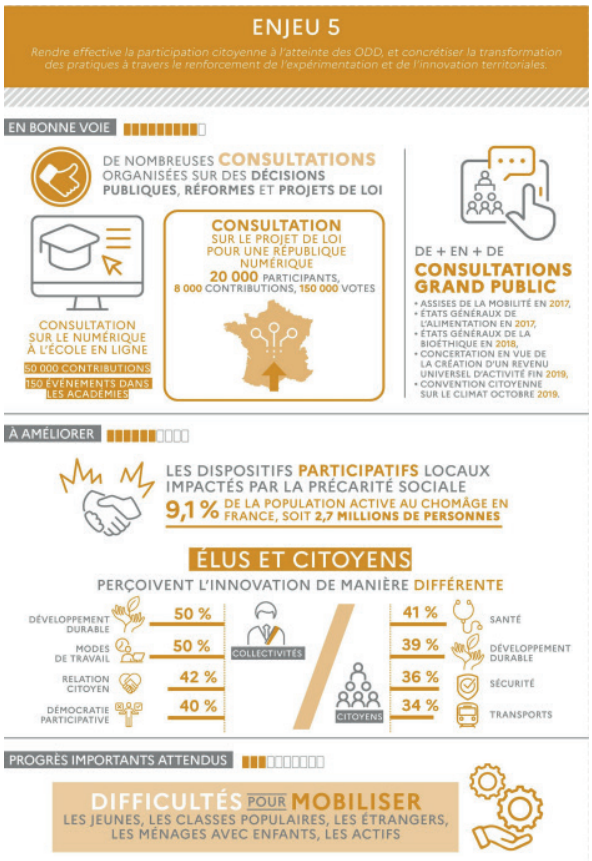
L'enjeu 4 de la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 traite des questions du niveau de santé, des infrastructures de santé, mais portent plus largement sur les conditions de vie. Il aborde donc particulièrement les ODD 1, ODD 2, ODD 3, ODD 6, ODD 10, ODD 11, ODD 12, ODD 13, ODD 14 et ODD 15. La France bénéficie d'un système de santé universelle qui permet de rendre les services de santé accessibles à tous et tend à réduire les inégalités au sein de la population. Pour lutter contre ces inégalités, l'État a mis en place le plan national de santé publique « Santé 2022 ». Il apparaît cependant que les inégalités d'accès aux soins en France sont fortement liées à une inégale répartition des services de santé sur le territoire, notamment dans les territoires ultramarins.



Source : Agenda 2030

Enjeu 5 : Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriales

Cet enjeu recouvre les ODD 7, 8, 9 et 11. En France, les processus consultatifs institutionnels sont relativement bien ancrés à l'échelle locale , et la prise de conscience de la nécessité de faire participer les citoyens à l'élaboration des politiques publiques est acquise. Néanmoins, de nombreux projets se heurtent à la difficulté de concrétiser l'association des populations à la conception et à la décision de ces projets. La limite des approches d'innovation consiste parfois à ne voir les citoyens que comme des usagers. De même, de nombreux projets éprouvent une difficulté à mobiliser les jeunes, les classes populaires, les ressortissants étrangers, mais aussi les ménages avec enfants et les actifs. Il s'agit d'accompagner les population afin qu'elle acquiert une culture de la participation et de mettre en place des pratiques participatives transparentes afin de lutter contre le désintérêt progressif pour le système institutionnel des citoyens.



Source : Agenda 2030

Enjeu 6 : Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Cet enjeu recouvre 2 priorités majeures : promouvoir le développement durable comme fondement nécessaire de la stabilité internationale et rénover la politique de développement et de solidarité internationale de la France. Plusieurs ambitions sont associées à cet enjeu, dont l'atteinte de 0,55% du revenu national brut (RNB) consacré à l'Aide Publique au Développement en 2022, une première étape vers l'objectif onusien de 0,7% du RNB. Depuis 2017, la France a augmenté ses moyens alloués à l'aide publique au développement, et a atteint son plus haut niveau historique en 2020 avec 12,4 milliards d'euros, soit 0,53% du RNB (INSEE), un niveau aligné avec son objectif de 2022. En 2020, la France était le 5° bailleur mondial d'aide publique au développement. 40% de cette aide est destinée à 5 priorités : santé, éducation, égalité femmes-hommes, climat et environnement, fragilités. Ainsi la France s'illustre dans la lutte pour les ODD 3, 4, 5, 12 et 13.

La situation des ODD les plus cités par le SBF 120

En 2021, les entreprises du SBF 120 ont particulièrement communiqué sur 5 ODD : les ODD 3, 5, 8, 12, 13. Ces ODD recouvrent aussi bien des sujets d'égalité, sur lesquels la France se distingue, que des sujets environnementaux, sur lesquels la France est moins performante.

La France est en bonne voie pour atteindre l'ODD 3 en 2030. D'après l'état des lieux de la France 2020, les indicateurs tels que le nombre de découvertes de séropositivité, ou le nombre de personnes tuées par accident de la route régressent à un rythme favorable pour l'atteinte de l'objectif. Pour l'ODD 5 aussi, la France progresse à un rythme favorable pour l'atteindre, à l'exception de l'indicateur du nombre de victimes de violences sexuelles (hors violences intrafamiliales) qui progresse à un rythme défavorable. Concernant l'ODD 8, la France fait face à des défis significatifs. En effet, la part d'adultes possédant un compte bancaire évolue à un rythme défavorable avec une chute de 2,6 point de pourcentages entre 2013 et 2017. De même, la part d'emplois aidés dans l'emploi des jeunes a régressé à un rythme défavorable à l'atteinte de l'objectif.

En ce qui concerne les ODD 12 et 13, la France doit relever plusieurs défis, et stagne pour l'instant.

Si la France est plus performante sur les ODD 3,5, et 8, que sur les objectifs 12 et 13, c'est alors sur ces derniers que les entreprises doivent se positionner en priorité. Les objectifs de développement durable concernent l'ensemble des acteurs des sociétés. C'est par la mobilisation de l'ensemble de ces acteurs, publics comme privés, que la France peut progresser sur ses ODD.

L'Agenda 2030 prévoit 169 cibles, 16 d'entre elles s'établissaient à l'horizon 2020 et sont donc dépassées. Pour plusieurs de ces cibles, les objectifs n'ont pas été atteints.

Cible	France
3.6 Accidents de la route	
4.B Bourses de formation et d'études supérieures	*N/A*
6.6 Protection et restauration des écosystèmes	*N/A*
8.6 Accès des jeunes à l'emploi et la formation	
8.B Pacte mondial pour l'emploi	*N/A*
11. B Politiques intégrées pour des territoires résilients	*N/A*
12.4 Gestion écologique des produits chimiques	*N/A*
14.2 Écosystèmes marins et côtiers	
14.4 Réglementation de la pêche	
14.5 Préservation de zones marines	*N/A*
14.6 Subventions nuisibles à la pêche	*N/A*
15.1 Préservation des écosystèmes terrestres	
15.2 Gestion durable des forêts	
15. 8 Espèces envahissantes	*N/A*
15.9 Intégration de la biodiversité dans les politiques	*N/A*
17.18 Recueil de données	*N/A*

Parmi les cibles dépassées, plusieurs concernent les objectifs de développement durable les moins cités par les entreprises du SBF 120 en 2021, c'est-à-dire les ODD 6, 14, 15 et 17. Les objectifs fixés par les cibles 14.2 et 15.1 qui traitent respectivement des écosystèmes marins et côtiers et des écosystèmes terrestres n'ont pas été atteint à l'échelle nationale. Dès lors, les entreprises doivent s'engager davantage sur les objectifs de développement durable dont les politiques nationales ne permettent pas leur réalisation.

Conclusion :
Des objectifs qui peinent à être atteints

Les Objectifs de développement durable et leurs cibles ont vocation à guider les stratégies de développement durable de toute organisation. Les ODD sont supposés permettre aux entreprises de structurer et d'orienter leur stratégie RSE. On s'aperçoit que, malgré l'intérêt grandissant des entreprises du SBF 120 qui sont toujours plus nombreuses à les mentionner, les ODD servent davantage comme outil de reporting et seule trois entreprises revoient leur stratégie RSE à partir des ODD. L'enjeu d'intégration des ODD dans les stratégies RSE est de taille, d'autant plus qu'aucun des objectifs n'a été atteint à l'échelle de la France, et que plusieurs cibles sont dépassées.

Pour aller plus loin :

Mesure d'impact et ODD, nouveau cadre pour les modèles d'affaires ?! (2021)

85% des entreprises du SBF120 utilisent les ODD. La prise en compte de ces objectifs, qu'ils soient d'ordre social ou environnemental, résulte des attentes des parties prenantes et des différents enjeux de société actuels.

5 ans après, comment les entreprises saisissent les ODD ?! (2020)

Quelle est la valeur ajoutée pour les entreprises et quels sont les impacts induits sur la société liés à cette utilisation des ODD ? BL évolution a analysé la contribution des acteurs économiques à la réalisation de l'Agenda mondial.

TPE-PME : les ODD, c'est pas compliqué ! (2019)

Mise en parallèle des ODD avec la norme ISO 26000, en collaboration avec BPI France, Global Compact et Label Lucie. L'objectif est de faciliter la lecture de ces deux référentiels par les acteurs et ainsi leur appropriation. Vidéos, guides et témoignages complets ici.

ODD : Un rendez-vous manqué entre entreprises et investisseurs (2019)

Analyse de la communication des entreprises du SBF 120 et des 100 plus gros investisseurs institutionnels français afin de comprendre si les ODD constituent, ou non, un cap et un langage partagé vers un impact environnemental et social plus positif et la réduction des impacts négatifs de leur modèle d'affaires.

RSE, ODD et Entreprises : les écarts de mobilisation se creusent (2018)

La mise en oeuvre des 17 ODD est souvent mise en parallèle avec les actions RSE. L'étude 2018 met en avant des pratiques exemplaires en matière d'appropriation des ODD.

Entreprises engagées pour les ODD, quelles pratiques se démarquent ? (2017)

Cette étude, soutenue par le Ministère de la Transition écologique et solidaire et le Global Compact France, met en avant le fait que les ODD s'invitaient de plus en plus dans les stratégies RSE.

Études à découvrir sur www.bl-evolution.com

Contacts :

Sylvain Boucherand

Directeur associé, conseille entreprises et acteurs publics dans la prise en compte des enjeux stratégiques de la transition écologique et plus particulièrement les démarches RSE, ODD ou biodiversité pour la création de business model durables.

Anaïs Segonds

Consultante RSE, accompagne entreprises et structures publiques dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie RSE et dans l'intégration opérationnelle des ODD , à partir d'analyses d'enjeux, de mesure mesures d'impacts et d'indicateurs de reporting.

À propos de BL évolution

À l'heure où les crises environnementales et sociétales interrogent et bouleversent les modèles économiques et sociaux, BL évolution apporte à ses clients analyses, conseils et méthodes pour accélérer la transition écologique.

Nous croyons à la nécessité d'apporter les meilleurs analyses et outils pour équiper les acteurs publics et privés dans leurs stratégies d'adaptation et de transformation. Nous sommes engagés à leurs côtés pour réussir chaque étape et dessiner, avec eux, des perspectives de développement plus écologiques, plus solidaires et donc, plus durables.

Cette étude a été rédigée avec la contribution de Sylvain Boucherand, Anaïs Segonds, Roumaïssa Benahmed, Maïsa Machado et Ange-Felicia Bilali
Copyright©2022 BL évolution – Graphiques et schémas des Groupes issus de leur DEU – SDG Wheel ©UN